



La loi de finance 2018 répète les mêmes orientations économiques que l'ancien régime

Le peuple tunisien fête le 14 Janvier l'anniversaire de sa victoire méritée contre le système de corruption et de dictature à la suite de la révolution populaire qui a été initiée le 17 décembre 2011 à Sidi Bouzid. Elle s'est étendue dans les jours qui suivirent pour couvrir toutes les régions du pays, et unifier toutes les catégories sociales. Ce fut une révolution pacifique et civile qui, revendiquant la liberté, la dignité et le développement équitable, a ébloui le monde entier.

Aujourd'hui, tout en célébrant cet événement avec fierté, nous tenons à rendre hommage aux martyrs de cette révolution qui nous ont offert cette liberté, et reconnaître les sacrifices de ses blessés. Aussi, nous renouvelons nos revendications de révéler immédiatement la liste des noms des martyrs et de rendre justice aux blessés. Nous nous engageons à honorer leurs sacrifices et poursuivre leurs luttes pour les revendications sociales et pour la dignité du peuple tunisien.

Le peuple tunisien a prouvé son attachement aux avancées nationales obtenues grâce aux luttes syndicales, culturelles et politiques des générations successives. Il a réussi à les consacrer en les faisant apparaître dans la Constitution de l'année 2014, permettant de bâtir les fondements d'une République démocratique et civile davantage respectueuse des droits et des libertés. Cette succession démocratique doit s'assurer de la bonne transmission d'une partie de ses missions à des autorités locales démocratiquement élues afin de limiter la centralisation du pouvoir de l'Etat et d'assurer l'avènement d'un véritable changement.

Cette deuxième constitution est venue couronner les efforts et les sacrifices de nos martyrs dont les deux activistes Chokri Belaid, Mohamed Ibrahim et des dizaines de soldats et membres des forces de sécurité, nous garantissant un terrain commun d'entente et de reconstruction. Malheureusement, les élites politiques jusqu'à ce jour n'ont pas réussi à prendre des mesures concrètes pour rompre avec la corruption, limiter la disparité et la marginalisation régionale, ni créer un cadre de développement alternatif.

Le FTDES a adressé de nombreuses lettres responsables, franches et directes au gouvernement et à la présidence de la république pour les alerter des dangers de poursuivre les mêmes démarches qui ont menées à la révolution populaire. Il a également soumis de nombreuses propositions avec d'autres parties de la société civile.

Aujourd'hui nous reconnaissons les dangers que les choix économiques et sociaux ont engendrés et auxquels le peuple est confronté, particulièrement les catégories sociales les moins favorisées. Nous reconnaissons également le retour des pratiques de l'ancien régime sous la forme de la loi de réconciliation économique qui prépare le retour de quelques personnalités suspectes au pouvoir et aux directions des institutions publiques aux échelles nationale, régionale et locale.

Le FTDES, qui a perdu confiance en la volonté du gouvernement actuel de défendre les objectifs de la révolution surtout après l'approbation de la loi de finance 2018 – celle-ci prouvant son détachement des soucis et des revendications du peuple - et après avoir suivi les dernières manifestations croissantes dans différentes régions du pays :

- Soutient les luttes de ces forces jeunes et citoyennes et leurs efforts fournis pour élargir et continuer leurs activités afin de poursuivre la pression et arriver à influencer les représentants du pouvoir actuel. Il reconnaît aussi la nécessité d'améliorer la coopération entre ces différentes luttes diverses et locales.
- Appelle toutes les forces de luttes sociales et citoyennes à coopérer pour passer des manifestations à l'élaboration d'alternatives se fondant sur les droits constitutionnels. Il appelle également à débiter les consultations avec les mouvements sociaux, syndicaux et citoyens pour mettre en place les mécanismes nécessaires afin d'atteindre notre objectif.
- Souligne la nécessité de la présence d'un soutien populaire et citoyen dans les semaines qui suivent à destination des mouvements pacifiques dans les différentes régions pour transformer ces luttes pour le développement, le respect des droits et les luttes contre la corruption en luttes locales.
- Condamne toutes les formes de violence et de destruction de biens publics et personnels, autant qu'il condamne les arrestations arbitraires et les procès qui ne peuvent faire qu'empirer la situation.
- Appelle toutes les tunisiennes et tous les tunisiens à se rassembler pacifiquement le 14 janvier prochain dans toutes les régions du pays. Ce doit être un mouvement pour un appel à la lutte contre la corruption ; pour dénoncer les choix économiques reflétés dans la loi de finance 2018 ; pour revendiquer le droit au travail, au développement, aux services publics ; et pour interpeler les représentants du peuple à réviser les articles qui ont contribué à la hausse des prix afin qu'ils instaurent des articles alternatifs consacrant la justice fiscale.

Le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

Le Président :

Messaoud Romdhani